

Bourassa réclame 50 millions \$ de plus par année d'Ottawa B 3

la tribune

Informations générales

pp. 3, 7 et 8

Vivre en 86

p. 4

De tout et de tous

p. 6

Aux groupes de femmes éprouvant des difficultés majeures de financement

Gagnon-Tremblay a peu d'argent à offrir

par Lise OUELLETTE
SHERBROOKE — La ministre déléguée à la Condition féminine et députée de Saint-François, Monique Gagnon-Tremblay, n'a pas laissé beaucoup d'espoir aux groupes de femmes aux prises avec des difficultés majeures de financement.

"Il n'est pas possible d'aller chercher des sommes additionnelles cette année. La politique a été établie à l'effet de reconduire les mêmes budgets que l'année dernière et il n'y aura pas de dérogations. Les groupes devront se tourner vers d'autres sources de financement", a rétorqué Mme Gagnon-Tremblay aux questions qui lui étaient posées lors d'une rencontre avec la presse, dans le cadre de sa tournée des régions du Québec qui se terminait hier en Estrie.

"J'ai visité toutes les régions et rencontré diverses intervenantes en condition féminine et en services de garde. Je réalise toutes les énergies et tout le temps que les organismes doivent dépenser pour trouver du financement. Parfois, ils sont obligés d'adapter leurs services aux exigences des programmes en place afin d'obtenir des subventions et ces services ne correspondent pas nécessairement aux besoins réels de leurs clientes", de livrer Mme Gagnon-Tremblay.

Celle-ci s'est dite consciente aussi que le problème risque fort de s'accroître puisque le gouvernement fédéral a déjà avisé qu'il entendait couper ou diminuer les vivres l'année prochaine. Et dans certains cas, les subventions versées sous l'égide de divers ministères pouvaient atteindre des chiffres importants pour un seul organisme.

investies par les différents paliers de gouvernement. J'ai commandé une étude à cet égard au Conseil du statut de la femme et j'ai demandé au gouvernement fédéral d'inclure le problème du financement des groupes de femmes à l'ordre du jour de la prochaine rencontre des ministres délégués à la condition féminine", a avancé Mme Gagnon-Tremblay.

Affirmant que les femmes ont en droit de manifester de l'impatience mais que les problèmes étaient là bien avant sa nomination, la ministre s'est dite confiante de trouver une solution. "Il s'agit de se donner le temps. Lors de la tournée, des éléments m'ont été apportés et je vais mener ma réflexion tout au cours du printemps".

Mme Gagnon-Tremblay espère "assurer la survie des groupes en concertation avec le gouvernement fédéral". "Il n'a jamais été possible dans le passé de s'asseoir avec Ottawa à ce sujet", a-t-elle indiqué.

Par ailleurs, elle a invité les groupes des diverses régions à se concerter, à établir des priorités, à définir un plan d'action et un modèle adapté à chaque région, suggérant la fusion de services qui se recoupent là où c'est possible.



(Photo La Tribune par Bernard Vanier)

Dans le cadre de sa tournée ministérielle, la ministre Monique Gagnon-Tremblay a rencontré diverses intervenantes en condition féminine et en services de garde de la région. Elle a visité

quelques organismes tel que le Centre de santé des femmes et s'est rendue dans une garderie, le "Jardin des merveilles".

Pour 1987-88

"Pour 1987-88, nous essayons de voir ce que nous pouvons faire", de poursuivre la ministre en se disant consciente des situations difficiles vécues par ces groupes.

Concertation avec le fédéral

"Pour l'instant, je n'ai pas de solution en main, surtout que je ne connais pas l'ampleur des sommes

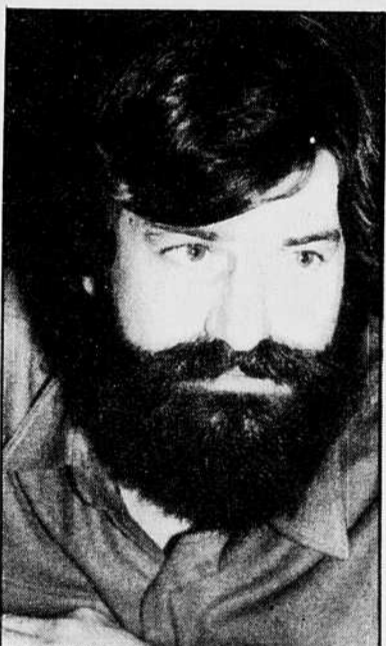
Les garderies sans but lucratif plaident leur cause devant la ministre

SHERBROOKE (LO) — Le Regroupement des garderies sans but lucratif des Cantons de l'Est est revenu à la charge hier pour démontrer à la ministre Monique Gagnon-Tremblay, rencontrée dans le cadre de sa tournée des régions, la différence de qualité de services entre les garderies à but lucratif.

travailleurs et travailleuses ont une formation moins poussée dans les garderies à but lucratif car les détentrices de diplôme collégial ou universitaire commandent des salaires plus élevés. M. Paquin allègue également que le soutien pé-

dagogique ne se retrouve pas dans ces garderies et que souvent, les parents ne peuvent avoir de contact avec les éducatrices qui s'occupent tout le jour de leur enfant.

Le Regroupement a mis la ministre en garde contre le versement de subventions à ces garderies. "Nous ne sommes pas certains que l'argent servirait à améliorer les services ou les conditions de travail. Et si la ministre se rend à cette demande des garderies à but lucratif, alors même dans ces garderies, qu'elle donne le pouvoir aux parents", de réclamer le porte-parole de l'organisme.



Serge Paquin

Celui-ci a porté à l'attention de la ministre qu'au cours de la dernière année, les places se sont développées principalement dans les garderies à but lucratif. Il a rappelé à nouveau que les services de garde sont en fait inaccessibles à la classe moyenne et que les échelles d'aide aux parents devraient être indexées.

"Nous gardons l'impression d'avoir été écoutés et nous sommes satisfaits de l'engagement de la ministre à l'effet qu'elle réclamerait une consolidation des services de garde pour la prochaine année. Nous avons été moins heureux d'apprendre que le développement à court terme risque fort d'être mis entre parenthèses", de commenter M. Paquin.

Les porte-parole des femmes interviennent avec fermeté

SHERBROOKE (LO) — La rencontre publique qui a clôturé hier soir à Sherbrooke la tournée des régions menée par la ministre Monique Gagnon-Tremblay a pris une allure bien différente de ce que l'on voit habituellement dans ce type d'assemblée.

façon d'assurer des entrées de fonds alors que les budgets sont gelés sans espoir pour cette année.

"Je l'ai même suggéré à certains endroits, a répliqué la ministre. Mais si rien n'empêche en principe les contrats de service, chaque organisme est autonome et le gouvernement peut difficilement leur imposer ces contrats".

Et Mme Gagnon-Tremblay de dire, comme elle le fera à plusieurs reprises par la suite, que c'est à la lumière des rapports Rochon sur les services sociaux et de santé et Brunet sur les CLSC que son gouvernement sera davantage en mesure de constater quels services se donnent ou pas et qui devrait le faire.

Pauvreté perpétuée

"Mais si les délais s'étirent trop, il y aura des pertes, a prévenu le porte-parole du Centre de santé des femmes qui, faute de fonds, doit fermer à nouveau ses portes le 5 décembre.

Au chapitre des services collectifs tels que les garderies et le support à des ressources comme les centres de femmes, les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence et les centres d'aide et de lutte contre les agres-

sions à caractère sexuel, une intervenante a carrément avancé: "Les réformes amenées par votre gouvernement ne font que perpétuer la pauvreté chez les femmes."

Les groupes de services coûtent moins cher, ils s'adaptent plus rapidement aux besoins et sont plus accessibles, a fait valoir une autre représentante en demandant à la ministre de se rallier à l'avis que doit bientôt diffuser le Conseil du statut de la femme sur le financement des organismes féminins.

"Même si la problématique a été bien posée, j'aurais aimé que le Conseil pousse davantage son étude et me dise comment assurer le financement. Je vais devoir lui demander une réflexion plus en profondeur", a répondu Mme Gagnon-Tremblay.

Les femmes de l'Estrie ont aussi réclamé que les programmes d'accès à l'égalité en milieu de travail soient obligatoires et que les membres des groupes s'étant déjà impliqués pour revendiquer de tels programmes ou les amorcer, soient mis à contribution à titre de personnes ressources.

Enfin, les femmes immigrées souhaitent pour leur part la création d'organismes spécifiques subventionnés par Québec.

Les groupes de femmes de l'Estrie se sont en effet concertés pour acheminer à la ministre leur opinion sur le plan d'action en matière de condition féminine, sur la tournée provinciale de Mme Gagnon-Tremblay et sur le financement de leurs organismes.

Les porte-parole des femmes qui étaient une centaine à la rencontre d'hier soir, sont intervenues sans agressivité mais avec fermeté et détermination, utilisant aussi bien le "sketch" que le commentaire bien senti ou encore le témoignage d'usagers pour appuyer leurs revendications et leurs propos.

Une demande très claire a été acheminée à Mme Gagnon-Tremblay pour qu'elle exerce des pressions sur les organismes publics et para-publics afin qu'ils fassent appel à l'expertise de ces groupes par le biais de contrats de service, une

PHARES SCÉLLÉS



Sur les ESCORT - LYNX TEMPO - TOPAZ

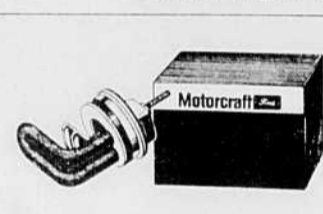
H6054 3095 \$

AUTRES MODELES 1569 \$

POSE NON COMPRISE

Traversez la nuit grâce à nos phares scellés. Livrables sur les jeux à deux ou quatre phares, de formes ronde ou rectangulaire.

CHAUFFE-MOTEUR



A Partir de

2995 \$

Le chauffe-moteur Motorcraft rend les démarrages plus faciles par les froids matins d'hiver. Il réduira également l'usure du moteur et la consommation de carburant en maintenant l'huile à la température adéquate. Livrables sur la plupart des véhicules nord-américains ou importés.

• L'offre prend fin le 29 novembre 1986.

LES CONCESSIONNAIRES FORD ET MERCURY PROPOSENT DES PIÈCES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE ET UN SERVICE HORS-PAIR À DES PRIX TRÈS CONCURRENTIELS.

ENTRETIEN DES FREINS À DISQUE À L'AVANT



Pour la plupart des voitures et des camions légers. Procé. de plaquettes neuves à l'avant, regarnissage des roulements de moyeux et refinition de la surface des disques. Inspection des éléments du système de freinage dont les étriers, les câbles d'acier, les boyaux d'accouplement et le maître cylindre. Les prix peuvent varier pour certains véhicules à traction avant. Frais supplémentaires de 20 \$ pour des plaquettes métalliques.

• L'offre prend fin le 29 novembre 1986.

6995 \$
 PASSAGER
7995 \$
 CAMIONNETTE

BALAIS D'ESSUI-GLACE

406,4 mm ou 457,2 mm



Sur la plupart des modèles de voitures ou de camions TOUTES SAISONS HIVER **429 \$ 699 \$**

POSE NON COMPRISE. Enlève la neige aversante et les étalonnages avec ces balais de qualité! Les balais d'hiver sont spécialement conçus pour les conditions hivernales. Offerts en trois formats populaires sur la plupart des véhicules.

LA QUALITÉ PASSE AVANT TOUT

AUX VENTES, À L'ENTRETIEN ET AUX PIÈCES.

SONGEZ À FORD D'ABORD

Pour obtenir des pièces Motorcraft de haute qualité à des prix intéressants, adressez-vous dès aujourd'hui à un concessionnaire Ford ou Mercury participant.



Le Voiturier de l'Estrie Inc.
 735, rue King est
 Sherbrooke 569-5981

Automobiles Val Estrie Inc.
 4141, rue King ouest
 Sherbrooke 563-4466

Principales cartes de crédit acceptées

De très petites quantités...

Washington n'a fourni que de "très petites quantités d'armes à Téhéran" expliquait l'amiral Poindexter, le conseiller spécial du président Reagan pour la sécurité nationale, au cours d'une entrevue à la télévision américaine. Comme un enfant repentant qui veut minimiser la faute commise. Pourtant, on le sait bien, la question n'est pas là; en décidant de fournir des armes à l'Iran, peu importe la quantité, le président Reagan a trompé ses alliés et a entaché la crédibilité de la politique internationale des Etats-Unis.

Pour le président lui-même, les conséquences négatives de cette tractation avec l'Iran sont apparues rapidement et, en fait, il s'agit là probablement de la première gaffe qui ne lui sera pas pardonnée par les Américains. Déjà un sondage montre que la majorité d'entre eux croient qu'il y a bel et bien eu échange d'armes contre otages et que le danger d'enlèvements terroristes est maintenant plus élevé. Mais il y a plus grave que la crédibilité du président; c'est toute la politique occidentale en matière de lutte au terrorisme qui sera pour longtemps bien difficile à organiser et à harmoniser.

La maladresse du président Reagan n'est malheureusement pas uniquement d'avoir fourni des armes à l'Iran alors qu'il préchait la po-

litique contraire à ses alliés; elle est aussi de soutenir contre toute évidence que son seul objectif était d'amorcer un rapprochement avec les modérés iraniens et non de faire libérer des otages américains. Les pays occidentaux, le public américain, en plus de se sentir trompés et même trahis, assistent maintenant à une opération de justification très dure à avaler.

Rares sont ceux qui, au fond d'eux-mêmes, suivront Ronald Reagan dans ses explications. Mais que ne ferait-on pas pour aider le président des puissants Etats-Unis à sauver la face? Margaret Thatcher, pourtant celle qui aurait les meilleures raisons d'être indignée, affichait, déjà en fin de semaine, une attitude toute compréhensive à l'endroit de son vis-à-vis américain. D'autres suivront sûrement, empruntant différents registres pour aider à colmater la brèche qui a été faite dans la crédibilité américaine. Et on continuera vraisemblablement à dénoncer le terrorisme avec un discours à peine modifié. Mais un discours qui, surtout quand il viendra de Washington, ne recueillera pour longtemps que de "très petites quantités" de confiance. Et cela, ce n'est bon ni pour les Etats-Unis, ni pour l'Occident dans son ensemble.

Roch Bilodeau



Auriez-vous perdu confiance en votre guide?

BAVASSERIES

C'est aujourd'hui un père très fier qui signe ces lignes, un père dont la fille vient d'accéder au titre prestigieux de chroniqueur des arts pour un grand réseau de radio privée. Les autorités du poste lui font une telle confiance qu'elle sera à la fois recherchiste, réalisatrice, technicienne, et animatrice d'une émission diffusée à travers tout le Québec et qui englobera toute la scène artistique: cinéma, théâtre, littérature, peinture, musique, télévision. Cette émission hebdomadaire passera à toutes les semaines à 23.55 le vendredi et durera cinq minutes. De quoi satisfaire tous les goûts. Et rassurez-vous, l'émission ne sera pas entrecoupée de commerciaux: il y en aura pour une minute au début et une minute à la fin.

C'est vrai que ma fille a des

antécédents familiaux pour justifier cette nouvelle carrière. Je suis amateur de musique de chambre, les concertos de la bande de Bourgeois sont mes favoris, je regarde toutes les émissions culturelles de la télévision québécoise, y compris celles de Télévision Quatre-Saisons, je m'endors régulièrement en regardant les films étrangers à Radio-Québec; ma femme a fait longtemps de la peinture par numéros et elle a lu toute la collection Harlequin. C'est donc sur une base solide que notre fille s'engage et ne soyez pas surpris si avec un tel bagage, elle soit vite engagée par le ministère des Affaires culturelles ou par Guy Fournier.

En primeur, je vous annonce que son premier grand reportage d'une durée de trente se-

condes, portera sur l'influence de Plume Latraverse sur la carrière de Céline Dion et que son deuxième se penchera sur le deuxième roman de Réjean Tremblay, l'auteur de Lance et Compte; ce prochain roman scrutera à la loupe les dessous de la vie tumultueuse des lanceuses de javelot de l'Allemagne de l'Est. Enfin, si les moyens financiers du réseau le lui permettent, elle fera un appel longue-distance à Emile Nelligan afin d'en savoir un peu plus long sur le mystérieux naufrage de son vaisseau.

En passant, sachez que ce n'est pas pour l'instant la richesse: ma fille ne sera pas payée, le réseau n'a pas de budget pour une production d'une pareille envergure.

Lucien Labadie

Une fille célèbre

Une pilule bien dorée

OPINION DES AUTRES

Les compagnies pharmaceutiques établies au Canada ne peuvent plus contenir leur joie: le dépôt du projet de modification de la Loi des brevets leur permet de sortir d'une longue noirceur. Selon cette modification, elles jouiront de nouveau d'une protection adéquate pour leurs brevets. Pour bien souligner l'importance de cette protection, elles annoncent à tour de bras des investissements valant au total des centaines de millions de dollars.

Les compagnies pharmaceutiques s'y étaient engagées et elles ne veulent laisser aucun doute quant au sérieux de cet engagement; elles annoncent donc leurs nouveaux projets avant même que le Parlement ait voté la nouvelle loi. Elles s'efforcent de rendre le projet plus acceptable pour les députés qui estiment qu'il se soldera par une augmentation des prix des médicaments et des soins de santé en général.

Cette bousculade des grandes compagnies internationales pour souligner les bienfaits du projet tend à faire oublier un de ses aspects les plus importants; l'encouragement qu'il donne à la recherche pharmaceutique sous toutes ses formes au Canada.

Les grandes compagnies américaines et européennes ont toujours la possibilité de faire de la recherche, que ce soit dans le New Jersey, à Paris, à Bâle ou en Inde. Le monde ne s'est pas immobilisé parce que le Canada a vécu pendant 17 ans sous une législation qui décourageait la recherche pharmaceutique.

Les chercheurs canadiens n'ont toutefois pas eu la même chance. Ceux qui travaillent dans les universités, les hôpitaux et les petites entreprises étaient souvent placés devant l'alternative: faire leurs recherches avec des moyens restreints au Canada ou s'expatrier pour pouvoir utiliser des installations mieux équipées.

La recherche est très coûteuse mais les bonnes idées ne le sont pas toujours. Dans les domaines de haute technologie, comme la pharmacologie et la biotechnologie, les découvertes initiales n'exigent pas toujours de gros moyens. (...)

La découverte prometteuse n'est pourtant que le début d'un long processus; elle doit être suivie par des années de développement et de tests. Ce processus est coûteux et justifié que les brevets soient protégés pendant assez d'années pour

que l'investissement devienne rentable.

La nouvelle loi signifie que de tels investissements ne seront pas vains au Canada. Les petits laboratoires auront au moins la chance de faire la concurrence aux géants de l'industrie sans avoir à s'expatrier.

La protection des brevets n'est pas un système qui étouffe la concurrence et qui tend à renchérir les médicaments. C'est une juste récompense pour le travail qui a permis de développer de nouveaux produits, plus perfectionnés et qui permettent de mieux soigner. La recherche en biotechnologie ouvre notamment des perspectives de traiter des maladies telles que le cancer et le SIDA. La concurrence entre les laboratoires à travers le monde est le meilleur espoir de vaincre éventuellement ces fléaux, et les brevets garantissent cette concurrence.

La modification de la Loi des brevets n'est pas un cadeau aux grandes compagnies pharmaceutiques mais une étape nécessaire sur la voie d'une recherche dynamique et saine au Canada.

Frédéric Wagnière
La Presse

Les dangers de la dénucléarisation

DOCUMENT

MUNICH (AFP) — Le général ouest-allemand Hans Joachim Mack, commandant en chef adjoint des forces alliées en Europe, a critiqué l'"option zéro" qui aboutirait au retrait négocié entre les Etats-Unis et l'URSS des missiles nucléaires de portée intermédiaire d'Europe.

"Une option zéro sans mesures associées dans le domaine des systèmes nucléaires à courte portée et du côté conventionnel ouvrirait des brèches dans la panoplie de dissuasion nucléaire de l'OTAN en Europe à travers lesquelles le déséquilibre conventionnel peserait encore plus lourdement sur l'OTAN", a déclaré le général Mack qui parlait à Munich devant des officiers du commandement du district militaire local.

"Les options nucléaires basées sur les missiles de portées intermédiaires (Pershing 2 et missiles de croisières) sont d'une importance extrême pour la sécurité des Européens de l'OTAN parce que ces armes peuvent atteindre le territoire soviétique, créant ainsi un risque sur le territoire national de l'agresseur potentiel", a ajouté le général Mack qui est responsable de la planification nucléaire au SHAPE, le grand quartier général allié installé au sud de Bruxelles.

Réserve des militaires

Le général Mack, adjoint direct du commandant en chef, le général américain Bernard Rogers, expri-

me ainsi une nouvelle fois les réserves d'une partie des militaires alliés devant l'un des résultats possibles du sommet américano-soviétique de Reykjavik, le retrait total d'Europe des Pershing 2 et missiles de croisières américains d'un côté, contre celui des SS-20 soviétiques. L'URSS avait accepté initialement un gel des fusées à courte portée pointées sur l'Europe et l'ouverture dans les six mois de négociations sur le sujet.

Le général Mack a également lancé un avertissement contre les "zones à degrés de sécurité différenciés", visant ainsi indirectement les projets de zones dénucléarisées en Europe centrale ou du nord.

"La stratégie de riposte graduée de l'OTAN est basée sur une panoplie étroitement articulée d'options de défense conventionnelles et nucléaires, qui ne doivent en aucun cas être divisées en une dissuasion décomposée, comme nucléaire contre nucléaire et conventionnel contre conventionnel".

Le général Mack souligne enfin le caractère inévitable pour les Européens de l'alliance avec les Etats-Unis "seule nation occidentale capable d'équilibrer l'URSS dans toutes les catégories de la puissance militaire", ce qui "interdit une domination soviétique sur l'Europe".

Le général Mack s'était déjà fait au début octobre l'écho des oppositions des militaires européens à un retrait rapide et sans contrepartie des armes nucléaires de portée continentale en Europe.

OPINION DES LECTEURS

De tous les temps, l'être humain s'est battu pour sa nourriture, son territoire, sa famille... De nos jours, une nouvelle forme de violence est apparue... Des crimes violents comme les enlèvements d'enfants, tentatives de meurtres, vols, agressions sexuelles, terrorisme etc...

La violence est où ?... Elle est partout...

En plus de ces phénomènes, on retrouve de la violence dans plusieurs de nos comportements, notre langage, notre habillement, dans nos gestes, dans les sports, dans la publicité, l'éducation, l'école ainsi que dans certains milieux familiaux...

Nous les jeunes, comment pouvons nous être à l'abri de la violence dans une telle société? Comment faire pour ne pas devenir violents? On se le demande?

Sonia Guimond
Jacques "Jack" Gosselin
Pour les jeunes
de la Maison Jeunes-Est

La soumission de la femme a été voulue par Dieu

En cette année internationale pour la paix, la colombe (pape) continue ses voyages à travers le monde dans le but de corriger les déviations et de ramener les indociles. D'une voix ferme et un message clair et plus que jamais dans un monde perturbé, il sent le besoin d'être compris de tous. Pourquoi certaines femmes d'ici veulent-elles lui rendre la tâche difficile? On a dit de Jean-Paul II qu'il est l'homme de Dieu, d'une bonté transparente et d'une intelligence rare. Il devient évident que tout ce qui vient de lui est mûrement réflé-

chi. Successeur de St-Pierre à la tête de l'Eglise, il exerce une autorité. Donc, ces femmes qui s'attaquent à cette autorité ont de l'audace.

La soumission de la femme a été voulue par Dieu dans le mariage quand il a commandé aux hommes d'aimer leur femme et aux femmes d'être soumises à leur mari. Toute femme, à la lumière de ces enseignements et dépourvue de cette obsession à vouloir l'égalité avec l'homme dans tous les domaines, devrait se tenir en dehors de cette lutte que mènent certaines femmes

dans l'Eglise. Quand l'autorité exerce son pouvoir dans une perspective de bien commun, est-il si difficile de développer le goût de vivre en harmonie?

Dans le passé, les goûts marqués pour les choses de Dieu étaient démontés par une floraison de vocations religieuses et des styles de vie dont nous parle l'histoire des saints. Autrefois, sans rouspéter, on avait le vent dans les voiles et aujourd'hui, si l'enthousiasme ne porte pas fruit, c'est qu'il existe que dans les rêves.

Liliane Routhier

Hôpitaux psychiatriques: quel sort réserve-t-on aux bénéficiaires?

Plusieurs personnes qui liront ceci se souviendront du conflit de l'automne 84 alors que mon syndicat a mené une grève de 35 jours contre un employeur local appuyé par son association des hôpitaux, par le gouvernement et par l'ensemble du patronat du Québec.

Aujourd'hui, l'objet de cette lettre n'est pas de commémorer ce conflit, mais d'illustrer la situation actuelle dans les hôpitaux psychiatriques dont St-Ferdinand. Voici les conséquences des politiques de désinstitutionnalisation du gouvernement.

L'hôpital de St-Ferdinand est une institution psychiatrique accueillant actuellement environ 700 bénéficiaires. Du temps où l'hôpital était administré par les soeurs de la charité, il y a eu jusqu'à 1200 bénéficiaires.

Majoritairement féminine (avant elle était exclusivement féminine), la clientèle de l'hôpital varie beaucoup en âge physique alors que la moyenne d'âge mental se situe aux environs de 2 ans à 5 ans. Il s'agit donc d'une clientèle des plus démunies face à la société. Les bénéficiaires de l'hôpital demandent de la part des travailleuses une source inépuisable de tolérance et de patience. Avec une clientèle vieillissante, la tâche est de plus en plus lourde. La plupart des bénéficiaires sont sous tutelle publique.

L'hôpital fonctionne grâce au travail d'environ 800 syndiqués dont environ 760 dans le syndicat général affilié à la CSN. Le travail effectué par les membres de notre syndicat va de la maintenance contenant plusieurs titres d'emploi touchant la plupart des métiers spécialisés

jusqu'aux soins directs aux bénéficiaires. Ce sont les travailleurs-euses qui sont responsables du bien-être physique des bénéficiaires. En dehors des soins, il y a la cuisine, l'entretien ménager, la buanderie et les emplois de bureau. Cependant je voudrais parler d'abord et avant tout des soins aux bénéficiaires.

Plusieurs bénéficiaires nécessitent à cause de leur âge ou de leur état pathologique des soins médicaux constants. "L'enchaînement chimique" (drogues psychotropes, etc.) étant à la mode dans tous les centres psychiatriques, cela amène une approche de plus en plus médicalisée et de moins en moins humaine. Non seulement les bénéficiaires font moins de crises mais ils ne font plus rien!

À la tête de tout le service médical il y a un psychiatre. Au fait, c'est le seul psychiatre pour les 750 bénéficiaires. Il peut être sept (7) ou huit (8) ans sans avoir vu un bénéficiaire!

Apprendre aux bénéficiaires à s'habiller, à bricoler, à s'amuser, leur apprendre à communiquer, etc... c'est l'aspect le plus valorisant de notre travail. Tous les progrès faits par un bénéficiaire nous apparaissent une victoire contre l'impossible.

Malheureusement, nous n'avons plus, à cause de l'allourdissement de la clientèle, le temps d'assumer cette partie essentielle de notre travail. Face à cela, quelle est la réponse des administrations locales et du gouvernement? La désinstitutionnalisation, c'est-à-dire sortir les bénéficiaires des institutions com-

me notre hôpital pour les envoyer dans des foyers d'accueil privés, dans des foyers de groupe, ou des familles d'accueil.

Nous ne sommes pas contre le fait de sortir les bénéficiaires des institutions mais nous nous opposons à ce que ces bénéficiaires soient "parqués" dans des maisons où ils n'auront plus la possibilité de faire un pas en avant. La sortie des bénéficiaires doit être accompagnée par les services que nécessitent ces personnes démunies. A ce moment seulement, elle recevra notre appui puisqu'il en résultera une amélioration des conditions de vie de ces bénéficiaires.

Malheureusement, à ce jour, la désinstitutionnalisation forcée par le gouvernement s'est soldée dans la majorité des cas, par une dégradation marquée des conditions de vie de ces bénéficiaires condamnés à vivre avec leur chèque de bien-être pour seule ressource. On les retrouve errants dans les rues de la ville, ne sachant plus quoi faire de leur vie.

Pour conclure, des statistiques nous disent qu'une personne sur dix devra à un moment ou l'autre de sa vie, avoir recours à des soins spécialisés en psychiatrie. A voir de quelle façon on décide qu'un bénéficiaire doit être intégré (c'est-à-dire "garoché") dans le milieu, je me pose véritablement la question à savoir s'il existera encore des services lorsque l'un d'entre nous, un voisin, un parent, en aura besoin.

Lucille Poirier
Présidente
Syndicat des employés
de l'Hôpital de St-Ferdinand (CSN)

OPINION LIBRE

La vraie libération personnelle passe par la connaissance de la vérité. Il n'est pas vrai que chacun peut façonner à sa guise sa propre vérité; on l'accueille dans la simplicité et l'humilité de son cœur, même si elle va à l'encontre de ses caprices ou de ses désirs personnels.

Ce qu'il y a de dérangeant quand on cherche la vérité, c'est que, lorsqu'on la trouve, elle peut remettre en question nos façons de vivre et de penser... et cela nous ne voulons pas en entendre parler.

L'instinct inné de la vérité habite notre cœur et régit notre esprit. Nous sommes faits pour connaître et reconnaître la vérité... comme l'oiseau est fait pour voler. Si nous

la refusons trop longtemps (car nous avons aussi ce redoutable privilège), les ténèbres et la confusion nous envahissent et la vérité devient comme inaccessible pour nous. Nous sommes livrés alors aux conséquences de notre mensonge.

Refuser de prendre la route qui conduit à la vérité, c'est comme choisir en connaissance de cause la route qui conduit à Montréal plutôt qu'à Québec, où je veux aller. Au moment où je fais mon mauvais choix de route, j'engage l'avenir: je ne parviendrai pas à Québec, à moins que je ne rebrousse chemin. De même, mes options premières en regard de la vérité engagent mon avenir moral et spirituel.

On insiste beaucoup de nos jours sur la sincérité, les élans spontanés du cœur, des émotions, des "feelings". On oublie trop, par contre, de choisir la bonne route, qui va vraiment dans le sens de la vérité. Alors on risque d'être des paquets de pulsions sans gouvernail pour nous orienter et nous diriger.

L'Esprit de Dieu habite les cœurs sincères, qui ne craignent pas les exigences de la vérité et qui acceptent de se remettre en question et de changer de conduite, quand la lumière se fait dans leur vie. Il vaut mieux s'éclairer au soleil de Jésus-Christ qu'à la faible lueur de sa chandelle à soi.

Fernand Laberge, prêtre

L'offre d'Ottawa au chapitre de la péréquation

Bourassa réclame 50 millions \$ de plus par année

par Rudy LE COURS
QUEBEC (PC) — Par esprit de justice, Ottawa devra au moins verser au Québec la part qui lui revient traditionnellement au chapitre de la péréquation, soit 50 millions de plus par année que ce qui lui est offert.

Avec notre niveau d'impôt, notre taux de chômage et notre activité économique, on ne voit aucune espèce de raison pour laquelle on n'aurait pas au chapitre de la péréquation la proportion qu'on avait jusqu'à maintenant. Pour nous, c'est un dossier prioritaire", déclare en entrevue le premier ministre Robert Bourassa, joint au téléphone par la Presse canadienne dans la litoussine qui le conduisait dans les rues de San Diego, où il séjourne avant la conférence des premiers ministres à Vancouver.

M. Bourassa se montre insatisfait des propositions fédérales actuelles sur les prochains accords fiscaux

qui entrent en vigueur le premier avril prochain.

Ottawa propose d'améliorer d'environ 178 millions par année ses paiements de péréquation au Québec, au Manitoba et aux provinces de l'Atlantique.

Le Québec touche en général environ 50 p.c. de ces paiements qui totalisent environ \$6 milliards par année. Mais des \$178 millions offerts en plus, il n'en recevrait que \$49 millions, soit à peine 28 p.c.

Malgré compensation

Si le Québec veut au moins 50 millions de plus par année, c'est que la bonification fédérale se veut une maigre compensation pour les coupures de \$8 milliards qu'Ottawa impose aux provinces pour les cinq prochaines années au chapitre du financement de la santé et de l'enseignement post-secondaire. Ces compressions coûteront \$2 milliards

au Québec en cinq ans.

"Si on décide d'enrichir la formule de péréquation de manière à atténuer une partie de ces coupures, on veut avoir notre part. On souhaite avoir la possibilité d'assumer nos responsabilités constitutionnelles", affirme-t-il.

M. Bourassa rejette à l'avance l'argument voulant que le Québec n'a pas à protester au chapitre de la péréquation puisqu'il vient d'obtenir le contrat d'entretien des CF-18, ce qui mécontente

l'Ouest.

"Il ne faut pas mêler la vocation aéronautique de Montréal avec la redistribution des ressources fiscales à l'intérieur du pays, prévient-il. Si la situation économique justifie ces paiements, l'octroi d'un contrat ne peut intervenir."

Le premier ministre rappelle de plus que le Québec est la seule des six provinces à toucher de la péréquation, qui n'ait pas reçu son dû pour l'année 1984. Le ministre fédéral Mi-

chael Wilson s'était engagé à verser 95 p.c. des montants payés l'année précédente. Le manque à gagner était récemment évalué à \$66 millions. Mais de nouvelles données le chiffrent aujourd'hui à plus de \$97 millions.

Pour obtenir justice, le Québec plaide que la constitution canadienne oblige Ottawa, par la péréquation, à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour leur permettre d'assurer des services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables.

De savantes études au ministère québécois des Finances évaluent à \$1,4 milliard le manque à gagner annuel du Québec si l'esprit de la constitution était vrai-

ment respecté. Mais, bon prince, le gouvernement québécois est prêt aujourd'hui à accepter \$50 millions de plus, compte tenu du déficit fédéral.

MISE AU POINT

Dans la circulaire "Sears pour Noël" insérée dans La Tribune du 17 novembre 1986, veuillez noter qu'à la page 4 les tentures "Soie de vivre" ne sont pas disponibles. En page 15, les décorations en pain d'épice ne sont pas offertes dans tous les magasins Sears.

Nos excuses à notre clientèle.

SEARS

18064

Lavoie-Roux favorable à un droit de grève "symbolique" dans les hôpitaux

par Maurice GIRARD

MONTREAL (PC) — Contrairement à ce que propose le programme du Parti libéral, le gouvernement Bourassa pourrait accorder un droit de grève "symbolique" aux travailleurs des établissements du réseau de santé dans la mesure où les bénéficiaires ne sont pas incommodés.

"Je ne suis pas contre le droit de grève en soi, qui doit être réellement symbolique. Les syndiqués doivent avoir des moyens de sensibiliser le public. Mais le malade ne doit être d'aucune façon touché", a déclaré hier la ministre de la Santé et des Services sociaux dans une brève interview à la Presse Canadienne.

Mme Thérèse Lavoie-Roux ve-

nait d'annoncer la tenue, au coût de \$2 millions, d'une vaste enquête sur la santé des Québécois de toutes les régions. Sauf le Nouveau-Québec.

A l'occasion de ce lancement, la ministre a relevé, au nom du gouvernement, le défi lancé plus tôt par la CSN de tenir des séances intensives de négociations au cours des trois prochaines semaines. "On me dit que, quand les gens sont déterminés à trouver des solutions pour arriver à des ententes, trois semaines c'est même très long", a souligné la ministre.

Elle a renouvelé le "desir" du gouvernement Bourassa de signer le renouvellement des conventions collectives avec ses employés d'ici la fin décembre.

Ce n'est qu'une fois terminée la négociation que le gouvernement procédera à une évaluation exhaustive de l'application de la loi 37. "C'est évident qu'après la négociation, nous devons faire un bilan général de la loi, ses forces et ses faiblesses, non seulement en regard du droit de grève, mais en regard à bien d'autres dispositions", dit la ministre.

Puisque personnellement, Mme Lavoie-Roux ne s'objecte pas à ce

que les syndiqués usent de débrayages très limités pour faire valoir leurs revendications, il faudrait savoir, suggère-t-elle, si cela est possible dans le cadre actuel. "On pourrait accorder un droit de grève symbolique. Est-ce qu'on pourrait à l'usage qualifier de symbolique le droit reconnu par la loi 37 ou est-ce qu'il va au-delà de ça, de sorte que les bénéficiaires doivent en souffrir? C'est à cette question-là qu'il n'y a pas pour le moment d'évaluation", souligne Mme Lavoie-Roux.

La déclaration nuancée de la ministre contredit cependant carrément le programme électoral plus explicite du Parti libéral du Québec, "Maîtriser l'avenir" qui préconise le retrait du droit de grève

dans les établissements du secteur de la santé.

Sondage

Par ailleurs, en parallèle aux travaux de la Commission d'enquête Rochon sur les services de santé et les services sociaux, Santé Québec en collaboration avec la maison Sorecom sondera à compter de janvier prochain 13.760 ménages de près de 350 municipalités sur leur état de santé.

Cette enquête, que le gouvernement entend répéter à petite échelle tous les cinq ans et reprendre dans sa totalité à chaque décennie, servira "d'outil de monitoring" pour offrir à la population les services dont elle a véritablement besoin.



Thérèse Lavoie-Roux

Déjà 2 millions \$ de plus que l'objectif

MONTREAL (PC) — Le Parti libéral du Québec (PLQ) poursuit sa campagne de financement, qui s'annonce la plus prometteuse de toute l'histoire de cette formation politique.

A ce jour, le PLQ a dépassé de \$2 millions l'objectif de \$3,5 millions qu'il s'était donné lors de son lancement simultané à Québec et à Montréal, cet été. Le directeur du parti John Parisella a indiqué hier à la Presse Canadienne qu'environ \$5,5 millions étaient entrés dans les coffres du parti ces dernières semaines.

Selon toute vraisemblance, les libéraux provinciaux pourraient facilement recueillir un total de \$6 millions, peut-être même un peu plus. Ce montant représente au moins cinq fois plus que ce que le Parti québécois a réussi à recueillir le printemps dernier, lors de sa première campagne de finance-

ment organisée depuis son retour dans l'opposition.

Si la rentrée de fonds continue au même rythme, le PLQ de Robert Bourassa battra visiblement tous les records de financement selon le mode imposé depuis l'adoption d'une nouvelle loi, lors du premier mandat du Parti québécois. Les résultats officiels seront rendus publics au début de l'an prochain, au Conseil général du parti.

L'argent recueilli cette année servira à combler le budget opérationnel du présent exercice financier et celui de l'an prochain. Une partie des sommes recueillies seront mises de côté pour la prochaine campagne électorale, une autre ira aux régions tandis qu'un certain montant sera réservé pour toute élection complémentaire à survenir d'ici la fin du mandat du gouvernement actuel.

Québec pressé d'agir au plus tôt

QUEBEC (PC) — La future Société d'investissement jeunesse (SIJ) devra tenir compte des disparités régionales et avoir le goût du risque en venant en aide aux jeunes qui veulent lancer une entreprise.

Voilà l'essentiel d'un mémoire des Groupes de soutien aux initiatives-jeunesse présenté hier au gouvernement. Ils le pressent d'adopter au plus tôt le projet de loi 103

créant la Société d'investissement jeunesse (SIJ).

Dans leur mémoire dont la Presse canadienne a obtenue copie, les quelque 85 Groupes de soutien aux initiatives-jeunesse (GSIJ) désirent la mise sur pied au plus tôt de la SIJ. Deux de leurs représentants, MM. Jacques Carrier et Martin Brault, déposaient hier en leur nom le mémoire au bureau du premier ministre Bourassa.

Avec Lotomatique, tout ce que vous avez à faire, c'est attendre le facteur...



...vous recevrez vos lots par la poste en jouant à vos loteries préférées.

Grâce au service d'abonnement Lotomatique, vous pouvez jouer au Lotto 6/49, à la Super, au 6/36, au Mise-tôt du 6/36, au Provincial, à l'Inter, à la Mini et vous participez aussi aux lots bonis et aux lots instantanés de ces loteries le cas échéant.

Plus besoin de courir ni d'acheter ni de vérifier vos billets... vous ne manquez aucun tirage non plus avec Lotomatique.

Loto-Québec s'occupe de tout avec Lotomatique... vous n'avez qu'à attendre le facteur.

Pour vous abonner, vous n'avez qu'à remplir le formulaire d'abonnement Lotomatique que vous trouvez dans tous les kiosques de Loto-Québec ou composez simplement, sans frais, l'un des numéros suivants:

à Montréal, 873-7198
 à l'extérieur, 1-800-361-8095
 et vous recevrez sans frais un certificat d'abonnement.



Sans qu'il ne vous en coûte un sou de plus, Lotomatique profite à l'une des associations sans but lucratif accréditées de votre région.



la tribune vivre en 86

Le Carrefour Intervention Suicide dans une situation financière extrêmement critique L'organisme envisage de mettre fin à ses activités

SHERBROOKE — À moins d'un revirement de situation, le Carrefour Intervention Suicide, le seul organisme communautaire de la région voué à la prévention et à l'intervention en matière de suicide, envisage de mettre fin à ses activités au début de l'année 1987.

Hier, en conférence de presse, le président Paul Lettan devait expliquer l'état extrêmement critique de la situation financière du Carrefour auquel le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) vient de consentir une somme ponctuelle de 5.000 \$ qui représente un montant à peine supérieur aux fonds recueillis en catastrophe dans le milieu, au cours des derniers jours.

"Nous avons de quoi assurer des services aux personnes suicidaires pour un mois seulement", a précisé M. Lettan en ajoutant que, pour l'heure, les besoins financiers annuels du Carrefour sont de l'ordre de 115.000 \$.

En réalité, les dirigeants du Carrefour Intervention Suicide ne comprennent absolument pas l'attitude du ministère. Dans d'autres régions du Québec, pour des services identiques à ceux dispensés par le Carrefour, le MSSS verse des subventions allant de 130.000 \$ à 300.000 \$.

Entre 1981 et 1983, l'Estrie figurait parmi les régions du Québec les plus touchées par le phénomène du suicide. Actuellement, une personne par semaine se suicide dans

notre région et on estime qu'au moins une personne par jour tente de s'enlever la vie. Malgré cette triste réalité, l'Estrie fait office de parent pauvre quant aux subventions en provenance du MSSS, en ne recevant qu'une faible aide d'urgence", déplore M. Lettan.

Appui du milieu

Le Carrefour juge inacceptable qu'une ressource comme la sienne, reconnue comme une absolue nécessité aussi bien par la population que par les intervenants et le réseau régional des affaires sociales, soit dans l'obligation de fonctionner au jour le jour sans support concret et permanent de l'État.

Au cours de la dernière année, l'appui du milieu, qu'il s'agisse des CLSC, du Conseil régional de la santé et des services sociaux (CRSSS), du Centre de services sociaux, des communautés religieuses ou encore de gens d'affaires, s'est traduit par un support technique et professionnel ainsi que par des contributions financières totalisant environ 15.000 \$.



Paul Lettan, président du Carrefour Intervention Suicide

Et lors de ses multiples démarches en vue d'obtenir l'appui du ministère, le Carrefour pouvait assurer que la moitié des 115.000 \$ requis pourraient être recueillis dans le milieu.

Bénévoles

"Depuis avril, ce sont uniquement les efforts soutenus de nos bénévoles et leur engagement communautaire qui ont assuré la survie du Carrefour. Sans financement récurrent, sans permanence, les bénévoles ont continué d'offrir des services d'écoute téléphonique, d'intervention d'urgence et de suivi auprès des personnes suicidaires et de leurs proches", a souligné le président Lettan.

"Pourquoi l'État n'apporte-t-il pas un support financier permanent à une ressource communautaire qui, en deux ans d'existence, a répondu à plus de 1.000 appels téléphoniques de personnes suicidaires et est venue en aide directement à plus de 150 individus aux prises avec ce mal de vivre?" demande encore le porte-parole du Carrefour.

"Les bénévoles qui consacrent de 30 à 40 heures par semaine de leur temps ne peuvent plus cautionner une telle inertie de la part du gouvernement. Nous nous élevons contre le fait que l'État minimise ainsi les besoins des personnes suicidaires en Estrie. Nous réagissons violemment au fait que ce soit les gens les plus démunis, aux prises avec une profonde crise personnelle, qui aient à subir le manque de

responsabilité du gouvernement", stipule M. Lettan.

Conséquences

Si jamais le Carrefour Intervention Suicide ferme ses portes, les dirigeants craignent une hausse des suicides et, dans le cas de tentatives de suicide, le recours aux salles d'urgence, aux antidépresseurs, aux hospitalisations à répétition, "bref, à des solutions qui, en bout de ligne coûteront beaucoup plus cher que ce qui serait nécessaire au maintien du Carrefour de façon permanente".

Sans compter, les coûts sociaux inhérents aux suicides et aux tentatives de suicide et sans compter aussi, que les proches ne seront plus aidés.

Un travailleur social, Bernard

Lamy, et un médecin, le Dr Alain Bérubé, ont insisté hier sur les effets qu'entraînerait la disparition du Carrefour. Le premier a exposé le besoin de support des proches de la personne suicidaire. "Une famille met cinq ans à se remettre d'un suicide et les risques que le geste soit répété se trouvent accrues au sein de ces familles."

Quant au Dr Bérubé, il a relevé les liens étroits établis entre le Carrefour et les professionnels. A son avis, un organisme communautaire s'avère efficace et moins coûteux qu'un établissement hospitalier en matière de prévention et d'intervention. De plus, l'absence du Carrefour compromettrait certains aspects de l'approche mise de l'avant à l'unité de psychiatrie du Centre hospitalier St-Vincent-de-Paul ou l'implication de la communauté est privilégiée.

Une initiative de l'Association des archivistes médicales La Semaine de sensibilisation à la confidentialité bat son plein dans les établissements de santé

par Gilles DALLAIRE SHERBROOKE — Confidencius... Ce nom vous dit-il quelque chose? Non?

Confidencius, c'est un lutin, à l'air aussi espiègle que tous les autres lutins, qui, comme eux, voit tout et entend tout mais, à leur différence, ne dit rien. S'il avait été le moins bavard, les archivistes médicales n'en auraient certes pas fait leur mascotte, elles qui sont les dépositaires des secrets que toute personne qui reçoit des soins dans un hôpital ou dans un centre local de services communautaires confie à son médecin.

C'est parce qu'elles veulent non seulement rappeler au personnel de ces établissements rien de ce qui s'y dit et de ce qui s'y passe ne doit en sortir sous quelque prétexte que ce soit mais aussi assurer la clientèle des centres hospitaliers et des centres locaux de ressources communautaires que ses secrets sont aussi bien gardés que s'ils étaient enfermés dans un coffre-fort dont la combinaison a été égarée qu'elles pro-

fitent de la Semaine de sensibilisation à la confidentialité qui bat présentement son plein dans les établissements de santé du Québec pour rappeler son devoir au personnel et pour calmer les craintes de la clientèle.

"Un établissement de santé doit tenir un dossier sur toute personne qui s'y présente. Ce dossier contient habituellement des renseignements de nature très personnelle dont l'établissement a besoin pour fournir avec continuité les soins requis. On serait en bon droit de s'inquiéter à la pensée qu'un certain nombre de personnes ont accès à ce dossier et peuvent prendre connaissance des renseignements intimes qui y sont consignés si ces personnes n'étaient pas tenues, sous peine de très lourdes sanctions, de ne pas dévoiler ces informations", explique Nicole Dufresne, coordonnatrice des activités qui soulignent la Semaine dans les éta-



Nicole Dufresne, coordonnatrice des activités pour la Semaine de sensibilisation à la confidentialité.

blissements de santé de l'Estrie, activités dont l'Association québécoise des archivistes médicales est l'instigatrice.

Ces activités prennent les formes les plus variées, révèle-t-elle. C'est ainsi que des affiches rappelant sur un ton humoristique qu'une information à caractère confidentiel ne doit être divulguée sous aucun prétexte sont placardées aux endroits les plus fréquentés des centres hospitaliers et des centres locaux de services communautaires. Dans un bon nombre d'établissements, on fait encore plus. C'est ainsi que la confidentialité fera l'objet des discussions lors d'un repas spécial qui, jeudi, réunira des membres du personnel et des patients du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke. Il en sera de même demain, au Centre hospitalier St-Vincent-de-Paul tandis qu'au Centre hospitalier de Sherbrooke c'est le personnel qui sera sensibilisé à cette notion tout au long de la semaine.

En région

Au Centre hospitalier La Providence, à Magog, des débats portant sur l'éthique professionnelle seront tenus jeudi, à 10 heures et à 14 heures. Il y aura aussi des visites guidées du service des archives de l'établissement et un concours d'affiches.

Au Centre hospitalier Lac-Mégantic et au Centre local de services communautaires Maria-Thibault, il y aura projection d'un vidéo sur la confidentialité et, au Centre local de services communautaires La Chaumière, à Asbestos, un concours sur la confidentialité et une campagne de sensibilisation à cette notion menée tant auprès des employés que de la clientèle.

LOUEZ DE TOUT 569-9548 LOCATION MARTINEAU Spécialisé sur automobiles à neige et tracteurs Honda. En location tracteur "Kabota" 2456, rue King ouest 11773x

Un séminaire sur la gestion du temps

WINDSOR — L'Association des gens d'affaires d'Ely inc. et la Société Clé du Val Saint-François présente conjointement un séminaire de trois heures intitulé "La gestion du temps" et qui sera donné le mardi 25 novembre prochain, à l'école Odyssee de Valcourt.

Cet atelier de formation s'adresse particulièrement aux gestionnaires qui évoluent dans un contexte où les dérangements sont fréquents et les pertes de temps nombreuses. Cette activité devrait permettre d'acquiescer des outils et des méthodes pour optimiser l'emploi du temps.

Le séminaire se donne en soirée, de 19 à 22 heures, et il en coûtera 20 \$ en frais d'inscription pour les résidents de la MRC du Val Saint-François. Pour les gens de l'extérieur de cette MRC, le coût est de 40 \$.

Le nombre d'inscriptions est limité à 30 participants. La date limite d'inscriptions est le 21 novembre.

Quand tu vis un moment difficile et que tu as besoin de parler. A Secours-Amitié il y a quelqu'un pour l'écouter. UNE LUEUR D'ESPOIR... SECOURS/AMITIÉ poste d'écoute: 564-2323 Sans frais d'appel: LAC-MÉGANTIC RICHMOND-ASBESTOS Composez 0 et demandez Zenith 5-3060 A TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT

Jeune Avant-Gardiste et l'homme élégant. Toutes les coupes pour un ajustement parfait. Tailles REGULIERES jusqu'à TRES FORTES. MERCEURIE Jean-Louis Savard LTÉE. 61, Wellington nord, Sherbrooke (819) 569-1646

COURS SYLVA BERGERON (Un art de vivre... avec soi et les autres) NOUVELLE SESSION DEBUTANT JEUDI, 20 NOV., à 19h30 Au sous-sol de l'église Assomption 601 St-Michel, Sherbrooke. Institut de Culture Personnelle du Québec Inc. Fondeur en 1959. bureau 2675 Flaubert, Laval, H7E 2L5

Des amis... bien placés. SUPER WEEK-END évasion MONTRÉAL À PARTIR DE 90 \$ PAR CHAMBRE, PAR NUIT* CELEBREZ AVEC CP HOTELS Le Château Champlain

20% de réduction sur tous les MANTEAUX ESPRIT NAF-NAF Nombres autres SPÉCIAUX en magasin Boutique La Perle 127, rue Frontenac, Sherbrooke 564-2313

SUPER VENTE ÉLÉPHANTESQUE

LE PLUS VASTE CHOIX A PRIX REDUIT DANS LA REGION

*FACTURATION ENTRE LE 1er NOVEMBRE
ET LE 29 NOVEMBRE 86.
Sujet à acceptation par notre service de crédit.

N.B. Applicable sur achat de
300\$ et plus et sans
intérêt si payé le
10 FÉVRIER 87

PAYEZ EN FEVRIER 87 SANS INTERET *
SUR MEUBLES, APPAREILS ELECTROMENAGERS, TELECOULEURS, CHAINES STEREO, VIDEOS, ETC.

VENEZ
EPARGNER



JCTV 1580
Téléviseur
couleur de 14"
JIL Concerto

HITACHI — PANASONIC
TOSHIBA



238\$

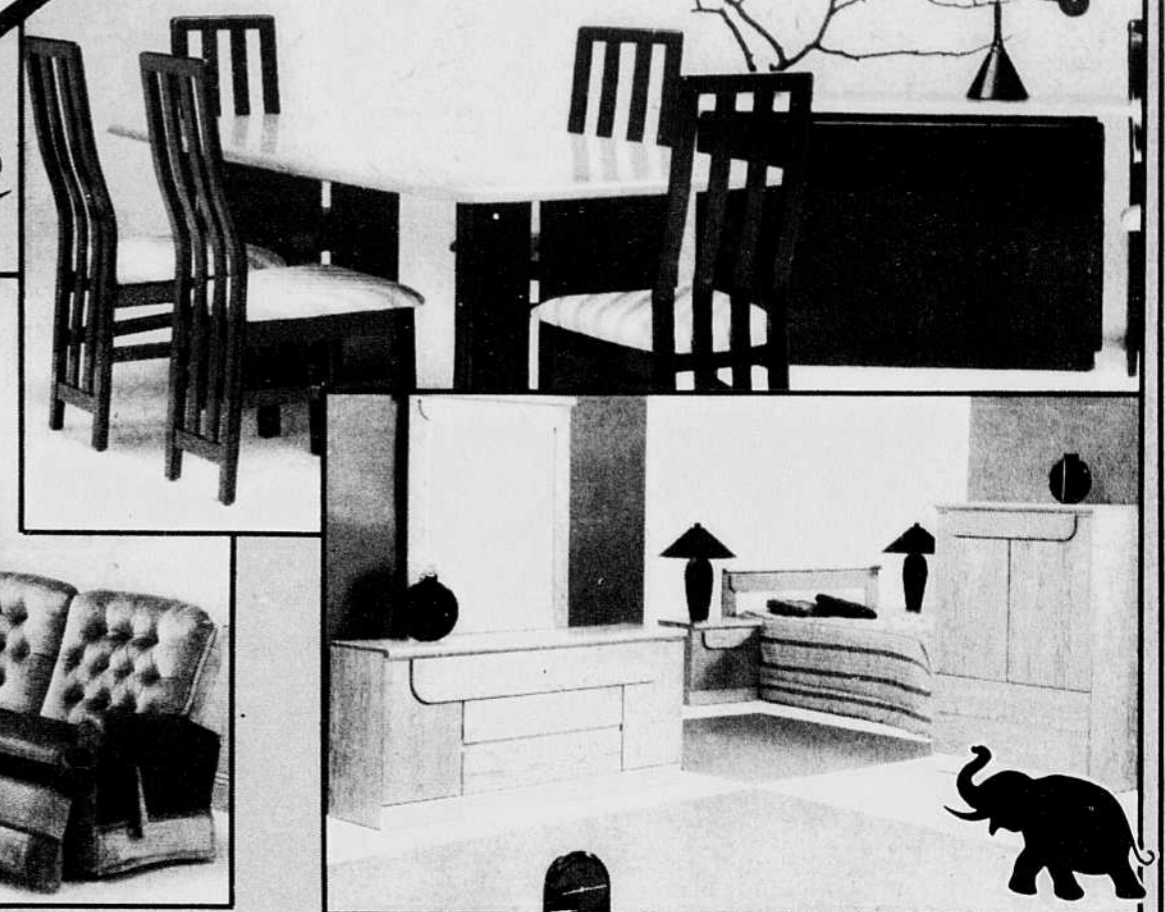
JM 5518

Micro-ondes Compact avec
touches complètement
électroniques JIL
Citizen.

NOMBREUX
AUTRES
SPECIAUX.



ENSEMBLE
3 UNITES
Gris ou blanc.



VOUS AIMEREZ TOUS NOS SPECIAUX ELEPHANTESQUES.

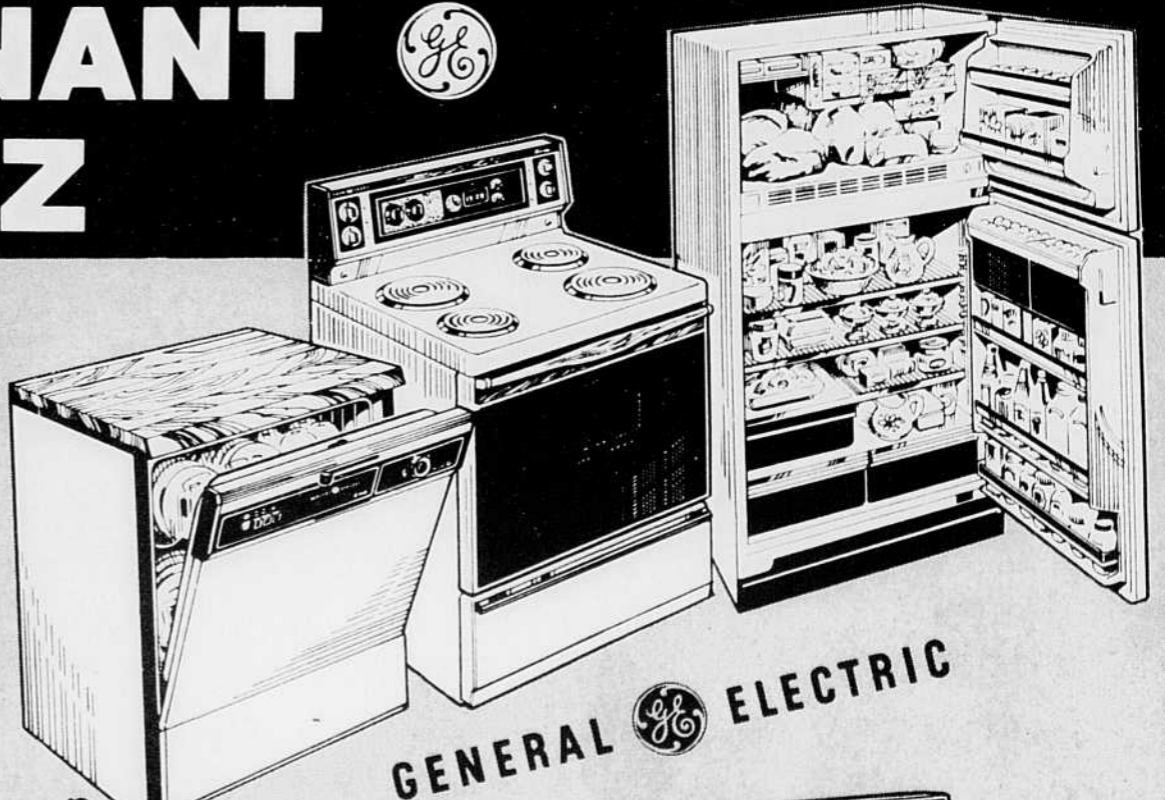
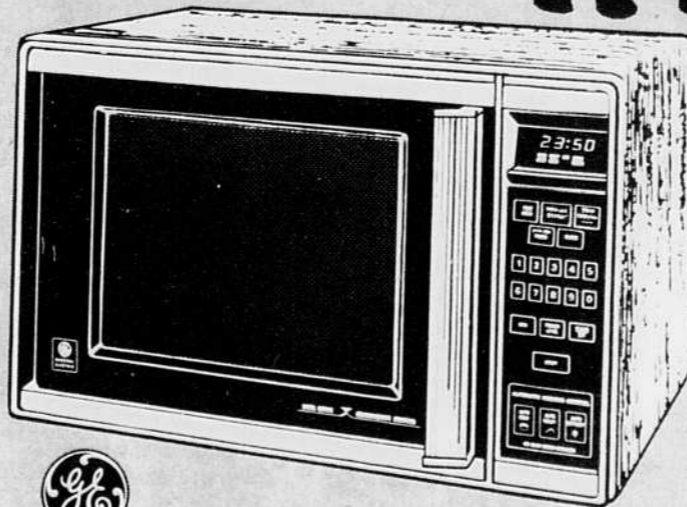
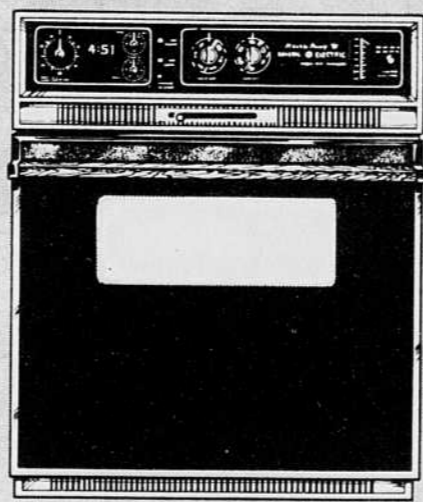
ACHETEZ MAINTENANT ET ÉCONOMISEZ

APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS

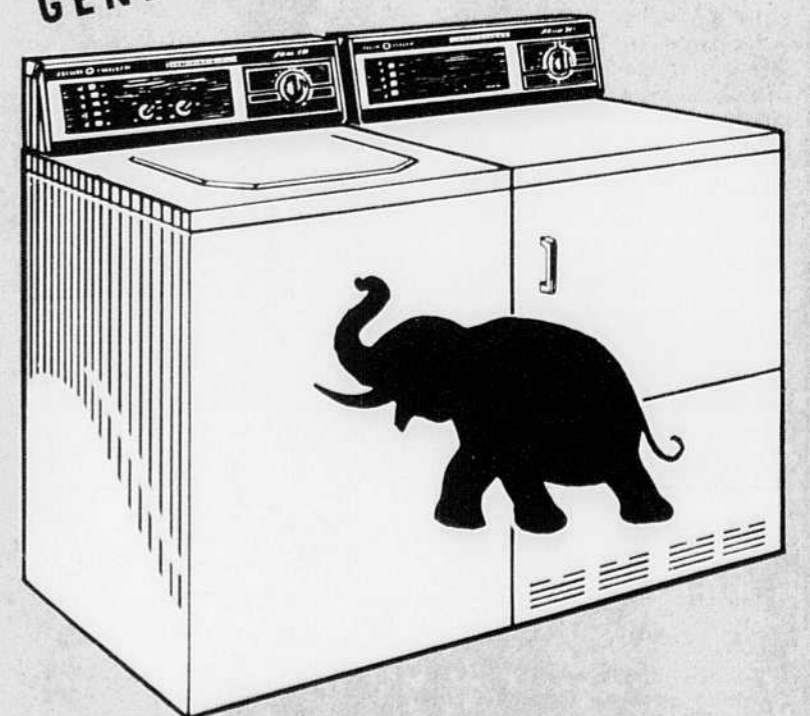
GENERAL  ELECTRIC



SUPER SPÉCIAUX



GENERAL  ELECTRIC



LE GRAND MAGASIN DE MEUBLES
DE LA RUE KING OUEST,
QUI REpond A VOS GOUTS
ET A VOTRE BUDGET

MISE DE COTE

Livraison, déballage et installation
chez vous GRATUITEMENT.

TOUJOURS UN BON INVESTISSEMENT CHEZ

**GILLES
BOJSVERT
MEUBLES**

563-4743

231, King ouest, Sherbrooke



STATIONNEMENT
GRATUIT

EN ARRIERE DU MAGASIN
Membre de la Corporation des
marchands de meubles du Québec.



DISPONIBILITE DE CREDIT

Billet

Le virus des temps nouveaux

Ces derniers temps, en prévision de l'hiver et de ses refroidissements, des gripes toujours possibles et pernicieuses pour les plus faibles, les services de santé font la distribution gratuite de vaccins pour combattre les virus de la grippe, du rhume et autres maladies semblables. Que sont les virus? De petits êtres vivants et malfaisants, invisibles à l'œil nu et même au microscope ordinaire,

de mauvaise réputation parce qu'ils sont à l'origine de certaines maladies et les transmettent de façon épidémique.

Ce sont là évidemment de mauvais virus à combattre physiquement; mais il pourrait bien en exister d'autres moins dommageables surtout, qui pourraient rendre service à l'humanité physiquement et moralement, tel le bien que cela nous ferait, si nous attrapions un

jour, au contact de la misère, le virus de la tendresse, qui nous permettrait d'être plus sensibles à cette misère que nous côtoyons tous les jours. Misères de tous âges et de toutes conditions qui appellent au secours. Misère de ceux qui ont faim, de ceux qui ont froid, de familles désunies, d'enfants abandonnés, des jeunes adonnés à la boisson ou à la drogue, des sans-travail, des sans-amour et des dégoûtés de la vie, de la vieillesse oubliée quelque part aux mains des étrangers.

S'il fallait par hasard que le virus de la tendresse saute cet hiver sur une population comblée et gâtée par une surabondance de consommation, qui fait qu'on ne se prive de rien, qu'on n'en a jamais assez, qu'on gaspille à tort et à travers, jusqu'à remplir des poubelles

pour le seul plaisir de la nouveauté, du dernier cri... S'il fallait que la contagion de la tendresse se répande chez nous, il n'y aurait bientôt plus de misère et ce serait la fête partout, le miracle de la charité. Il est parfois scandaleux de voir ce qui traîne le long des trottoirs en attendant que passent les vi-dangeurs, quand on sait qui en aurait besoin et n'a pas les moyens de s'en procurer par lui-même.

Si le virus de la tendresse remplaçait celui de la grippe, au lieu d'entendre tousser et cracher à rendre l'âme, on entendrait des cris de joie et des chants de reconnaissance. La Noël et le jour de l'An marqueraient vraiment le commencement des temps nouveaux.

Père Jean Paul St-Laurent

La Tribune salue



Wilfrid Gaulin, de Stanstead, récemment honoré pour ses 25 ans de service comme facteur rural.

Ephémérides

C'est le mardi 18 novembre 1986, 322ème jour de l'année.

Anniversaires historiques: 1903 — Les Etats-Unis et le Panama signent un traité autorisant l'achèvement du percement du canal entre l'Atlantique et le Pacifique.

1666 — Les Français prennent l'île d'Antigua, dans les Antilles, aux Anglais.

1626 — Le pape Urbain XIII consacre la basilique de Saint-Pierre de Rome.

Ils sont nés un 18 novembre:

Le peintre anglais William Hogarth (1697-1764)

La cantatrice italienne Amelita Galli-Curci (1890-1963)

PENSÉE DU JOUR:

Combien pauvres sont ceux qui n'ont pas de patience. (Shakespeare)

La vie dans les Cantons

Centraide Estrie



Lors de la tenue de son rallye au profit de Centraide Estrie, M. Jacques Duford, directeur des services bancaires, a remis 5,275 \$ à M. Robert Routhier, président de la campagne de Centraide 1986.



Dans le cadre de la campagne de Centraide 1986, M. Jacques Girard, dir. rég. des Pétroles Esso, remettait la contribution de son entreprise au vice-président du secteur commerces et industries pour cette campagne, Me Louis Périnet.



M. Gilles Veronneau, représentant des ventes de la Brasserie O'Keefe, a également remis la contribution de son entreprise à Me Louis Périnet.



32 ans de services

Mme Muriel Curtis a été honorée par ses camarades au bureau de poste de Stanstead, en raison de sa retraite après 32 ans de loyaux services. Elle est entourée à gauche, par le maître de poste, M. Jean Desruisseaux et à droite par l'ex-maître de poste, M. Edward Middleton.

(Photo La Tribune par Maxime Doyon)

Quatre générations



Mme Auréa Duquette est désormais la doyenne de quatre générations. Elle tient dans ses bras la cadette, Sue-Ellen Cotter, entourée de Mmes Huguette Richard et Line Richard Cotter.

Heureux gagnants

La première tranche du concours "Tiens...toi...moi, j'fume pas" organisé par le CLSC du Val St-François, à la Polyvalente Le Tournesol de Windsor, a connu un vif succès, alors que près de 350 étudiants y ont participé. Les gagnants de cette première tranche sont Daniel Monfette et François Chênevert. Dans l'ordre habituel, Mme Carmen Messier, secrétaire aux services étudiants de la polyvalente; MM. Daniel Monfette, qui a reçu un bon d'achat de 15 \$ de la bijouterie Poirier; Roger Corbeil, organisateur communautaire au CLSC; François Chênevert, qui s'est mérité 10 locations gratuites au Club vidéo Chez Renaud et Mme Danielle Duschesneau.

(Photo La Tribune par Claude Corriveau)



d'une ligne à la page
PUBLICITE PUBLI REPORTAGE CONCOURS
PUBLI PROMOTION ANNONCES RELATIONS PUBLIQUES



Le centre commercial Les Galeries Quatre Saisons fête récemment le premier anniversaire de son agrandissement. A cette occasion, deux tirages doubles (2) à destination du Mexique, étaient faits les samedi 25 octobre et 1er novembre 1986. Sur la photo nous apercevons dans l'ordre habituel M. Alain Morissette de Voyages Orford, M. Clément Verpaelt, gagnant de l'un des deux voyages doubles, Mme Sylvie Letky, de Voyages Orford et M. Gaétan Vallée, président de l'Association des marchands des Galeries Quatre Saisons.

15688



Il pourrait être interdit de fumer sur tous les vols de moins de deux heures dès 1987

HALIFAX (PC) — S'il n'en tient qu'au ministre John Crosbie, il sera interdit de fumer sur tous les vols de moins de deux heures, à bord des avions commerciaux canadiens, dès l'an prochain.

Le règlement proposé par le ministre des Transports sera bientôt soumis au cabinet fédéral, qui le publiera dans la Gazette du Canada, afin de connaître la réaction du public.

Il appartiendra au personnel de bord de faire respecter le règlement, a dit le ministre. Si un passager refuse de s'y conformer, il sera prié de descendre d'avion à la prochaine escale.



John Crosbie

Il est "possible", a reconnu M. Crosbie devant l'Association du transport aérien du Canada, hier, qu'une telle interdiction s'applique un jour à tous les vols d'aéronefs canadiens.

"Deux heures me semblent une période de temps qui n'est pas déraisonnable", a commenté M. Crosbie, qui a lui-même arrêté de fumer il y a 10 ans. "Même si vous êtes un gros fumeur, vous devriez être capable de survivre durant deux heures sans une cigarette".

M. Crosbie a souligné la popularité des vols réservés au non-fumeurs actuellement par Air Canada, dans le couloir Toronto-Montréal-Ottawa.

La proposition de M. Crosbie lui a valu aussitôt des louanges de la part de M. Don Insley, président de la Société canadienne du cancer.

"C'est le genre d'initiative que nous aimons voir", a-t-il déclaré.

M. Murray Sigler, président de la société Pacific Western Airlines, a fait savoir quant à lui que la plupart des passagers favorisaient les vols sans tabac pour de courtes et moyennes distances.

Soixante-quinze pour cent des vols de PWA, a-t-il noté, sont de moins de deux heures.

Au cours des dernières années (et surtout au cours des deux derniers mois), a dit M. Sigler, la section des non-fumeurs dans les avions de PWA est passée de la moitié à 75 pour cent de l'avion, à la demande des passagers.

Les Forces armées cherchent des recrues plus scolarisées

WINNIPEG (PC) — Les Forces armées canadiennes viennent de lancer, au coût de \$1.5 million, une nouvelle campagne de recrutement à la télévision — la première depuis 1982 — en dépit d'une baisse constante du nombre de vacances à combler.

Le major Luc Caron, directeur national de la publicité de recrutement, a expliqué que cette campagne publicitaire est rendue nécessaire par l'évolution des besoins des forces armées provoquée par la haute technologie. Aussi recherche-t-on un nouveau type de recrue ayant une formation académique

plus poussée dans le domaine des sciences.

C'est d'ailleurs ce qui explique que la nouvelle campagne de recrutement ne s'adresse pas à ceux qui ont abandonné leurs études prématurément, mais aux jeunes gens qui, au contraire, se sont spécialisés dans un domaine quelconque tel que l'électronique, l'informatique, la bureautique, etc.

Les occasions de carrière au sein des forces armées sont encore inférieures de 50 pour cent à ce qu'elles étaient il y a cinq ans et elles ont subi une autre réduction cette année.

«J'ai confiance en mon représentant DS parce qu'il sait comprendre mes besoins et qu'il m'aide à atteindre mes objectifs financiers.»

Mme Denise Toussaint, Vétérinaire et femme d'affaires - Québec

Le jour où j'ai décidé de planifier mon avenir financier, j'ai pris une bonne décision en choisissant quelqu'un qui comprend mes besoins et qui possède les compétences nécessaires pour bien me conseiller: un représentant DS.

Lors de ma première rencontre, je lui ai fait part de ma situation financière et de mes objectifs. Il s'est montré très attentif. Puis, il m'a aidé à élaborer un plan d'investissement sur mesure comprenant divers types de placements: actions, obligations, titres admissibles au REA ainsi qu'un REER adapté à mes besoins. De plus, il m'a suggéré de constituer un portefeuille de placements au nom de ma compagnie, ce qui s'est avéré très profitable du point de vue fiscal, entre autres.

Depuis que je fais affaire avec DS, ma situation financière s'est améliorée et ce, en partie grâce à l'expérience et au professionnalisme de mon représentant. En somme, depuis que j'ai choisi DS, je peux envisager mon avenir financier avec plus de confiance.

DS Dominion Securities

Nous choisir pourrait être votre meilleur placement

Pour plus de renseignements:
 Montréal (514) 282-5200
 Québec (418) 641-1124
 Laval (514) 687-9330
 Sherbrooke (819) 821-4060
 Pointe-Claire (514) 694-7560



C'est fou, mais j'avais le goût d'une petite folie

HITACHI
LA SCIENCE AU SERVICE DES SENS

HITACHI, une conception exceptionnelle allée à une technologie d'avant-garde pour des images imbattables et des sons mélodieux!

PAYEZ EN FÉVRIER 87*

UN TÉLÉVISEUR PORTATIF, IDÉAL POUR TOUTE LA FAMILLE!

- Lampe-écran teintée 14 po (34 cm)
- Câblodélecteur intégré
- Télécommande 20 fonctions
- Prises d'entrée audio et vidéo
- Commande des couleurs Luminar
- Rappel du dernier canal
- Minuterie de sommeil
- Affichage à l'écran du canal et du volume

499\$

ÉCONOMIQUE ET FIABLE!

- Écran 20 po (48 cm)
- Commande des couleurs
- Meuble en bois

429\$

ALLURE MODERNE ET HAUTE TECHNOLOGIE

- Écran teinté 24 po (61 cm)
- Câblodélecteur intégré
- Prise pour diffusion en stéréophonie
- Entrée et sortie audio et vidéo
- Télécommande 20 fonctions
- Commande des couleurs Luminar
- Commande automatique du noir
- Rappel du dernier canal

899\$

LA SOLUTION DE QUALITÉ: LA HAUTE PERFORMANCE!

- Écran teinté 20 po (48 cm)
- Rappel du dernier canal
- Télécommande 19 fonctions
- Commande des couleurs Luminar
- Affichage à l'écran du canal et du volume
- Minuterie de sommeil

599\$

L'AVANT-GARDE HI-FI

- MA/MF/OC
- Système 3 dimensions
- 14 watts total
- Égalisateur graphique
- 5 bandes
- Poids: 5,5 kg

C'est fou comme on se comprend mon marchand et moi

Bureau et Bureau inc.
 600, rue Galt Ouest, Sherbrooke
 566, 1^{re} Avenue, Asbestos

MEUBLES **SÉLECTION**

La carte de crédit Bureau et Bureau est disponible à notre magasin

*Valide sur achat effectué avant le 22 novembre 86. Dépôt de 20% et acceptation du bureau de crédit exigés.

Stade olympique

Une poutre-caisson de 380 tonnes hissée au sommet du mât

MONTREAL (PC) — Il faudra attendre aujourd'hui, vers midi, pour que la poutre-caisson soit enfin mise en place sur le mât du stade olympique, l'une des dernières étapes importantes du parachèvement du complexe mât-toiture.

Une fois la poutre-caisson en place — l'opération a nécessité près de 36 heures de travail —, il restera encore le transport de la toile, l'installation des rails-guide et des pièces d'accastillage (assemblage) qui uniront la toile aux câbles de suspension de soutien de la toile et son hissage comme tel par section.

Rappelons que cette poutre-caisson a pour rôle de fermer le toit de la niche. C'est sur elle que sera fixé le système de rails-guide qui sert à amener les câbles à la salle des machines située au bas du mât et aussi à ancrer la toiture pendant la période hivernale.

Depuis dimanche à 17h30, la poutre-caisson de 380 tonnes a commencé d'être hissée jusqu'au sommet du mât (500 pieds). Cette opération par un système de poulies actionnées par des treuils se fait à environ 16 pieds à l'heure. Ainsi pour élever la structure d'un pied, il faut dérouler 16 pieds de câble.

Cette opération nécessitera, en fait, 8.000 pieds de câble pour hisser la structure à une hauteur de 500 pieds. Après un léger retard imputable à l'enchevêtrement des contrepoids flottants dans les câbles de tension, les trois équipes de 30 employés de Marine Industries se relayent durant trois quarts de travail pour cette opération de levage.

La structure est hissée d'une seule pièce à raison de 16 à 18 pieds à l'heure à l'aide d'un système de levage actionné par deux grues: une fixe et une mobile. Ainsi hier après-midi, la structure était déjà hissée à mi chemin, soit à 250 pieds du sol.

Selon le porte-parole de la Régie des installations olympiques (RIO), Pierre Durand, toute l'opération se déroule quand même tout à fait normalement et ce midi cette première grande opération devrait être achevée.

Turner reçoit les appuis inattendus de 3 ex-ministres

OTTAWA (PC) — Journée soulageante, hier, pour le chef libéral John Turner, qui a reçu coup sur coup les appuis inattendus de trois ex-ministres de l'équipe Trudeau en vue du congrès de la fin du mois.

Mais c'est une retentissante gifle d'une de ses proches collègues qu'a reçue hier l'émence grise du PLC au Québec, M. Marc Lalonde, qui la semaine dernière a publiquement réclamé la tête de son chef.

Hier, les prises de positions successives de Mmes Monique Bégin, et Judy Erola, ainsi que du député libéral de Westmount Don Johnston ont écarté plusieurs nuages au-dessus de la tête de M. Turner.

Sortant de plus de deux ans de mutisme, Mme Bégin, ex-titulaire de la Santé, n'a pas mâché ses mots pour désapprouver la déclaration de M. Lalonde, l'ancien homme fort du cabinet Trudeau.

M. Lalonde, tout comme le sénateur Keith Davey — lui aussi en faveur de la révision — "ont une responsabilité directe" pour "l'état lamentable" où avait été laissé le Parti libéral à la veille de la dernière élection fédérale, soutient Mme Bégin.

"Les militants de la base étaient découragés, même dégoûtés de nous depuis deux ans, nous vivions une fin de régime", de lancer l'ex-ministre.

"M. Lalonde fait une analyse de pouvoir" a-t-elle accusé, "c'est un jeu de pouvoir politique essentiellement, alors que pour moi le pouvoir n'est qu'un outil pour atteindre des objectifs". Bien qu'il ait fait "un raisonnement brillant", M. Lalonde est parti de fausses hypothèses, estime Mme Bégin qui n'endosse pas ses craintes quant à une percée du NPD au Québec.

Quand l'ex-premier ministre Pierre Trudeau était à 23 pour



Mme Monique Bégin (à droite) était accompagnée par son ex-collègue à la Consommation, l'ontarienne Judy Erola (à gauche), et la députée de Hamilton Sheila Copps. (Laserphoto PC)

cent dans les sondages, M. Lalonde était 100 pour cent derrière M. Trudeau. Gouverner par sondage n'est pas gouverner, c'est suivre les modes", a-t-elle dit.

Selon elle, M. Lalonde est le porte-parole d'un "très petit groupe", qui a financé son intervention. "Je suis certaine qu'il y a de l'argent derrière cela", souligne-t-elle rappelant que la déclaration de l'émence grise du PLC, était imprimée (et non dactylographiée), dans les deux langues officielles, et fut rapidement transmise par courrier aux délégués.

Flanquée de son ex-collègue à la Consommation, l'ontarienne Judy

Erola, et de la députée de Hamilton Sheila Copps, une partisane déclarée de M. Turner, Mme Bégin a rappelé que, même s'ils étaient fiers de leurs réalisations, les ministres de l'ancien régime libéral "reconnaissent la nécessité d'un changement" au sein du PLC.

A la sortie des Communales, M. Turner s'est dit "tout à fait reconnaissant pour la prise de position de Mme Bégin, une femme influente et respectée au pays et au parti". Il devait saluer de la même manière l'appui surprenant fourni par le député Don Johnston.

Leadership secondaire
En matinée le député de Saint-

Henri-Westmount Don Johnston, ex-adversaire de M. Turner, avait causé tout un émoi en convoquant une conférence de presse distincte de celle des pro-Turner.

Perçu comme un éventuel aspirant à la couronne libérale (M. Johnston s'est fait souvent remarquer pour ses prises de positions divergentes du reste du caucus libéral), M. Johnston s'est toutefois engagé à "ne pas voter pour une révision du leadership".

Selon lui, les libéraux ont "toutes les chances de gagner la prochaine élection avec M. Turner". "Je pense que si on a les bonnes politiques, M. Turner est un leader capable d'aller les livrer à la population", de dire M. Johnston, "il a la capacité et surtout il a un courage énorme".

Conférence fédérale-provinciale Mulroney s'attend à certaines manifestations de mécontentement

OTTAWA (PC) — Le gouvernement et le premier ministre Brian Mulroney, s'attendent à une conférence fédérale-provinciale où le mécontentement de certains participants risque de faire oublier les grands objectifs nationaux.

Hier, au cours d'une séance d'information de plus d'une heure, trois porte-parole des Finances, du secrétariat des conférences et du Cabinet du premier ministre ont tracé une esquisse de ce que sera la troisième rencontre des premiers ministres, jeudi et vendredi à Vancouver, depuis que l'événement est devenu annuel à Régina en novembre 1984.

Le premier ministre Mulroney, qui souhaite que ces événements soient des occasions de forger des projets nationaux, risque cette fois-ci de trouver la tâche plus difficile. L'atmosphère amicale et le grand projet de réconciliation nationale qui ont caractérisé la rencontre de

Régina seront sûrement amoindris par un ressentiment de certains à l'endroit du gouvernement central.

Le premier ministre manitobain Howard Pawley, excédé par la décision du gouvernement Mulroney d'accorder le contrat d'entretien des CF-18 à Canadair plutôt qu'au plus bas soumissionnaire, la Bristol Aerospace de Winnipeg, a promis de faire sentir publiquement son mécontentement.

L'objectif fédéral visé par ces conférences, tel que révisé en 1984, est, de l'avis des porte-parole, plus difficilement atteignable. Un tenor du Cabinet du premier ministre a même confirmé qu'il s'attendait à ce que les choses n'aillent pas aussi rondement que prévu.

"Le fait d'annualiser ces rencontres, a-t-il dit, permet aux participants de préparer leurs interventions et de se servir de l'événement pour aborder les questions régionales".

A travers le pays

• 3 chasseurs échappent à la noyade

MONTREAL (PC) — Trois chasseurs, une femme et deux hommes, ont échappé de justesse à la noyade, hier matin, dans le Saint-Laurent, quand une vague a fait chavirer la petite embarcation dans laquelle ils chassaient le canard sauvage.

Les rescapés, dont deux doivent la vie à l'intervention de trois cols bleus de la ville de Montréal, sont: Lyne Morneau, 18 ans, Pa-

trick Brown, 25 ans, et Chian Larue, 19 ans, tous trois de Pointe-aux-Trembles.

Les chasseurs étaient à l'ouest de l'île Notre-Dame, quand l'accident s'est produit. Christian Larue a tout de suite décidé de nager et il a réussi à gagner la terre ferme où l'ont aidé des employés de la ville qui s'affairaient par là, tandis que ses deux compagnons d'infortune se tenaient cramponnés à

l'embarcation de 14 pieds, dérivant dans l'eau glacée de la voie maritime.

Des jardiniers assistant impuissants au drame ont donné l'alerte et d'autres travailleurs ont mis en oeuvre l'opération de sauvetage.

• Aucun résultat

PONT-ROUGE (PC) — Des plongeurs de la Sûreté du Québec ont entrepris des recherches hier dans les eaux de la rivière Jacques-Cartier, près de Pont-Rouge, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Québec, afin de retrouver une jeune femme et sa fillette de quatre mois.

Les fouilles n'avaient encore donné aucun résultat à la tombée de la nuit.

L'enquête confiée à l'agent André Marcoux, du poste de la SQ de Saint-Raymond, a jusqu'à maintenant permis de découvrir que Mme France Leclerc, âgée de 31 ans, épouse de M. Gaston Fiset, de Saint-Basile, avait été vue portant sa petite Karine et ayant l'air de se promener sur le pont Dery, à l'entrée sud de Pont-Rouge, vers 16h samedi.

• 3 femmes au Sénat

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney a comblé les trois derniers postes vacants au Sénat, lundi, en faisant accéder trois femmes à la Chambre haute.

Il s'agit de Mmes Eileen Rossiter, de Charlottetown, adjointe au président de l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard; Mira Spivak, de Winnipeg, épouse de l'ancien leader des conservateurs manitobains Sydney Spivak; et Ethel Cochrane, de Terre-Neuve.

Il y a maintenant au Sénat 30 conservateurs, 68 libéraux, cinq indépendants et un libéral indépendant.

• Un rejet massif

QUEBEC (PC) — Les travailleurs syndiqués du Mont Grand-Fonds ont rejeté massivement hier les propositions que leur avait formulées la semaine dernière leur nouveau patron, M. Raymond Malenfant.

Ce dernier, également propriétaire du manoir Richelieu de Pointe-au-Pic, les avait avisés la semaine dernière de son intention de créer une nouvelle compagnie pour gérer le centre de ski et une autre pour opérer le restaurant.

"De telles acrobaties administratives ne nous inspirent pas confiance", estiment les représentants syndicaux dans un communiqué publié hier.

Ils croient qu'il s'agit là de manoeuvres destinées à prévenir et à éviter la reconnaissance du syndicat.

Stevens se prétend la victime d'un complot des concessionnaires de voitures japonaises au Canada

TORONTO (PC) — L'ex-ministre Sinclair Stevens s'est prétendu la victime, lundi, d'un complot des concessionnaires de voitures japonaises au Canada.

Ce sont eux, a-t-il accusé, qui ont entrepris une campagne de dénigrement contre lui, dans laquelle est tombé, selon son expression, un journal "éprouvant des difficultés de tirage".

Ce journal, le Globe and Mail de Toronto, "a collaboré (par la suite) avec l'opposition" pour "l'assassin moral" de Stevens.

Témoignant pour la troisième journée à l'enquête sur les allégations de conflits d'intérêts portées contre lui, M. Stevens a reconnu que Hyundai Motor Canada avait joui d'un traitement préférentiel (pas de quotas, pas de droits de douane) pour la simple raison, a-t-il

expliqué, que la Corée du Sud est un pays en voie de développement.

Mais les succès de Hyundai ne sont pas sans faire des jaloux, a noté l'ex-ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Devant ces succès, a affirmé M. Stevens, l'Association canadienne des concessionnaires de voitures japonaises a fourni de fausses informations à des reporters, "dans l'espoir qu'ils pourraient me discréditer, de même que possiblement d'autres ministres de la couronne".

De plus, le président d'alors de l'association, M. Don Megaffin, et le vice-président de l'époque, M. Bob Attrell, sont allés dénigrer (pense l'ancien ministre) MM. Stevens et Jim Kelleher, alors ministre du Commerce, auprès des fabricants d'automobiles, à Tokyo.

M. Stevens a demandé pourquoi c'était le Globe and Mail qui avait pris l'initiative de l'attaquer publi-

quement. Il a répondu lui-même: "Je crois qu'il faut signaler que le Globe and Mail, en ce qui concerne son tirage en tout cas, éprouve des difficultés".

"Désespérés" dans leur poursuite d'une augmentation du tirage, selon lui, "ils croient que l'une des façons de hausser le tirage est de publier des histoires du genre sensationnel".

Ils ont commencé en mars, a rappelé l'ex-ministre, en établissant un lien entre la Banque Hanil et Hyundai. En fait, Hyundai ne détient que des intérêts minimes dans la Banque Hanil, de laquelle des compagnies de M. Stevens ont emprunté de l'argent.

Puis, en avril, le journal publia l'histoire d'un prêt obtenu par Mme Stevens auprès d'un conseiller de Magna International, qui avait reçu des millions de dollars en subventions du ministère de M. Stevens.

Elle est arrivée!
La vente
Fourrures en tournée!
5 jours seulement
jusqu'au samedi 22 novembre
chez Eaton au Carrefour de l'Estrie
seulement




L'occasion rêvée de choisir votre fourrure parmi notre magnifique sélection juste avant les jours froids. Toute notre collection de manteaux, vestes et chapeaux est offerte à prix spéciaux, même les créations Christian Dior et Grosvenor. Et n'oubliez pas, chez Eaton vous obtenez toujours de petites attentions comme les touches mineures et la pose d'initiales sans frais supplémentaires. Nos spécialistes se feront un plaisir de vous guider dans votre choix. Venez vite!

- Manteaux de vison mâle, peaux allongées. 2998.00 à 3998.00 ch.
- Manteaux de vison femelle, peaux allongées. 3698.00 à 4998.00 ch.
- Vestes de vison 86 cm, peaux allongées. Vison d'élevage, acajou, perle, saphir, violet. 2398.00 ch.
- Manteaux de renard bleu. 1798.00 ch.
- Manteaux de coyote. 2498.00 à 3498.00 ch.
- Manteaux de raton laveur. 1998.00 à 3998.00 ch.

Eaton, Carrefour de l'Estrie seulement.
Rayon 248.
Achats en personne seulement.

EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

STEINBERG

CORRECTIONS

Dû à des problèmes d'approvisionnement, les darnes de saumon frais Coho annoncées en page 7 de notre circulaire en vigueur du 17 au 22 novembre ne pourront être disponibles en magasin et seront remplacées par des darnes de saumon frais de l'Atlantique à 9.99 lb, 2.20 100 grammes.

Et le prix de l'article suivant en page 5 aurait dû se lire comme suit: épaule de porc fumé désossé, genre Picnic, Maple Leaf, 3.19 lb, 7.03 kg.

Nos excuses à notre clientèle.

16067